



HAL
open science

La Turquie au carrefour de la géopolitique orientale

Christian Vallar

► **To cite this version:**

Christian Vallar. La Turquie au carrefour de la géopolitique orientale. *Revue interdisciplinaire droit et organisations*, 2022, 3, pp.102-111. 10.34699/rido.2022.16 . hal-03736195

HAL Id: hal-03736195

<https://hal.science/hal-03736195>

Submitted on 22 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Christian VALLAR,

Professeur agrégé des Universités, Doyen honoraire

Directeur du Centre d'études et de recherche en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal (CERDACFF), Université Côte d'Azur

La Turquie au carrefour de la géopolitique orientale

Résumé :

La Turquie a un rôle déterminant au cœur de la géopolitique orientale, en particulier du fait de son appartenance à l'OTAN. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la Justice et du développement) et de son chef Recep Tayyip Erdogan (islamisme des Frères musulmans turcs), la politique étrangère a connu une effervescence croissante. Celle-ci conduit à des incidences sur les organisations en matière de développement économique et énergétique.

Le néo ottomanisme, expression de la nostalgie impériale, amène Ankara aux côtés de Bakou, sur la route des Balkans, mais aussi à se diriger vers l'Afrique du Nord, de la Libye à l'Algérie et la Tunisie, avec des succès variables. La crise syrienne l'oblige à partager avec la Russie, les tentatives de résolution du conflit. Une constante est celle de l'obsession de la menace kurde, au sein de la Turquie mais aussi à ses frontières, ce qui amène l'interventionnisme réitéré en Syrie et en Irak. Enfin, la mer blanche, qualificatif turc de la Méditerranée orientale, attire la convoitise turque du fait de ses ressources en hydrocarbures, provoquant une situation conflictuelle avec ses voisins. Néanmoins, le pragmatisme du président Erdogan l'amène à tempérer ses excès, et à se rapprocher des monarchies du Golfe, de l'Égypte et d'Israël, sans omettre son rôle de médiateur entre Ukraine et Russie.

Mots clés : Néo ottomanisme ; OTAN ; question kurde-mer blanche ; hégémonie ; développement économique

Turkey at the crossroads of eastern geopolitics

Abstract:

Turkey has a decisive role at the heart of Eastern geopolitics, particularly because of its membership of NATO. Since the akp (Justice and Development Party) and its leader Recep Tayyip Erdogan (Turkish Muslim Brotherhood Islamism) came to power, foreign policy has seen a growing effervescence. This leads to impacts on organizations in terms of economic and

energy development. Neo-Ottomanism, an expression of imperial nostalgia, led Ankara alongside Baku, on the Balkan route, but also to head towards North Africa, from Libya to Algeria and Tunisia, with varying successes. The Syrian crisis forces it to share with Russia the attempts to resolve the conflict. One constant is that of the obsession with the Kurdish threat, within Turkey but also on its borders, which leads to the repeated interventionism in Syria and Iraq. Finally, the White Sea, Turkey's qualifier for the eastern Mediterranean, attracts Turkish covetousness because of its hydrocarbon resources, causing a conflict situation with its neighbors. Nevertheless, President Erdogan's pragmatism leads him to temper his excesses, and to move closer to the monarchies of the Gulf, Egypt and Israel, without omitting his role as mediator between Ukraine and Russia.

Keywords : Neo-Ottomanism; NATO; Kurdish-White Sea question; hegemony; economic development

Introduction

Le 28 juin 2022, lors du premier jour du sommet de l'Otan à Madrid, le Président Erdogan a officiellement levé son veto aux demandes d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

Ainsi, le secrétaire général de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), monsieur Jens Stoltenberg énonce : « *Je suis ravi d'annoncer que nous avons un accord qui ouvre la voie à l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN* » et qui répond aux « *inquiétudes de la Turquie sur les exportations d'armes et sur la lutte contre le terrorisme* »¹.

La Turquie venait de démontrer à nouveau le rôle déterminant qui est le sien au cœur de la géopolitique internationale, et tout particulièrement en Orient.

Membre d'origine de l'Otan, longtemps considéré comme l'allié indéfectible des Etats-Unis, la Turquie est une vigie face à la menace soviétique Ankara était un des piliers majeurs de la stabilité géopolitique méditerranéenne (Schmid, 2011).

En effet, la Turquie est aussi présentée comme un modèle de laïcité intransigeante depuis l'avènement au pouvoir de Mustapha Kemal Atatürk (Benoist-Méchin, 1954). Cependant, la Turquie connaît un tournant avec l'installation d'un mouvement islamiste à Ankara. Le parti du bien-être, dirigé par Necmettin Erbakan, sort vainqueur des élections législatives de 1996. Constitutionnellement dissous par la Cour constitutionnelle en 1998 pour atteintes à la laïcité, il s'affiche sous le nouveau nom de parti de la vertu, et connaîtra le même sort (dissolution par la Cour le 22 juin 2001).

Le parti de la justice et du développement (AKP) lui succède le 14 août 2001, sous l'autorité de Tayyep Recep Erdogan et remporte l'ensemble des combats électoraux, alors que son chef est successivement Premier ministre (2003-2014) puis chef de l'Etat (élu en 2014 et réélu en 2018).

¹ Otan : la Turquie donne son accord à l'intégration de la Finlande et de la Suède à l'alliance atlantique, *Le Monde*, 28 juin 2022

Inscrit dans la galaxie des Frères musulmans, cœur de l'islamisme mondial (Abdelkrim, 2015 ; Ternisien, 2011), l'AKP et son chef donnent une direction différente à la Turquie.

Dans une première période, ils prétendent conjuguer une approche religieuse conforme aux fondamentaux de l'islam, et la démocratie et les droits de l'homme (et de la femme), tout en insistant sur l'intégration à l'Union européenne ; un modèle chrétien démocrate adapté à la Turquie.

Néanmoins, le régime a glissé progressivement vers un système de démocratie illibérale, à déviation autoritaire, en particulier depuis la singulière tentative de coup d'Etat des 15 et 16 juillet 2016. La vaste épuration qui décime les rangs de l'université, la magistrature, la police et l'armée est proprement stupéfiante.

En politique étrangère, l'interventionnisme d'Ankara se déploie dans son voisinage mais aussi au-delà en Syrie, Lybie, Azerbaïdjan, Méditerranée orientale, Ukraine, Afrique subsaharienne, et dans les Balkans. Les heurts se multiplient avec ses partenaires de l'OTAN, ainsi qu'avec les monarchies du golfe arabo persique. La question kurde reste un abcès de fixation majeur.

Cette effervescence finit par nuire à Ankara, qui assouplit ses positions, car le pragmatisme caractérise le Président Erdogan. Pour autant les objectifs restent identiques : redonner à la Turquie son rayonnement idéalisé des temps de sa splendeur.

En effet, le système Erdogan est affaibli par une crise économique profonde (Billion, 2022) qui remet en cause la popularité du président, alors même que l'opposition dont le parti kémaliste se structure à l'approche des élections de 2023 (Billion, 2021). La politique étrangère est intimement liée à la vie politique interne d'Ankara.

L'intérêt de cette étude est de mettre en évidence une volonté de grandeur de l'empire ottoman. Cette forme de nostalgie impériale (1) comporte des incidences sur la question kurde, celle-ci étant considérée comme une menace. Or, ces constats permettent de comprendre l'accroissement des tensions en matière économique et juridique. En effet, on note une résurgence des affrontements eu égard à l'hégémonie sur la méditerranée orientale (la mer blanche). En ambitionnant de jouer un rôle sur l'économie de l'énergie, la Turquie tente d'imposer ses normes (2).

1. La nostalgie impériale : le néo-ottomanisme.

La nostalgie impériale renvoie à la volonté de regain de la grandeur de l'empire ottoman, qui a dominé la moitié de l'Europe, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient durant des siècles (Raso Della Volta, 2021 ; Toranian, 2020). Ce néo-ottomanisme peut être compris à travers l'existence de deux Etats se réclamant « frères » ou « nation », l'Azerbaïdjan (1.1.). Il peut aussi être appréhendé par l'influence exercée sur la route des Balkans (1.2.), celle sur l'Afrique du Nord (1.3.) et sur la Syrie (1.4.).

1.1. Deux Etats pour une nation : l’Azerbaïdjan

Les liens entre les deux nations sont historiquement et culturellement étroits. Bakou appartient à la turcité, à savoir une zone de culture et de langue turques (Forest, 2021). Le conflit avec l’Arménie à l’automne 2020 a permis à Bakou de reprendre l’essentiel du Haut Karabagh, province majoritairement peuplée d’arméniens, annexé par son voisin après la guerre de 1991. L’appui militaire turc a été déterminant.

Or, même si la Russie a envoyé des troupes garantes du maintien de la paix, la Turquie a été la puissance gagnante dans cette zone du Caucase, renforçant ainsi sa zone d’influence. Ainsi, le 15 juin 2021 les deux chefs d’Etat turc et azéri ont signé une déclaration historique de collaboration multiple.

Cet accord entre la Turquie et l’Azerbaïdjan est par ailleurs conforté par le fait que nous sommes en présence de deux Etats frères. En effet, la relation entre les deux Etats est étroite parce qu’ils partagent à la fois une religion commune contre la majorité chrétienne arménienne. En outre, on note aussi des liens ethniques et linguistiques. Ainsi, les azéris constituent un peuple turcophone. Toutefois, la relation entre Ankara et Bakou est davantage marquée par les enjeux économiques. Les terres azerbaïdjanaises de la Côte caspienne sont riches en hydrocarbures. Or, la Turquie ne détient pas de telles richesses. En outre, l’Anatolie reste un passage obligé pour acheminer le gaz et le pétrole de l’Azerbaïdjan vers l’Europe sans avoir à parcourir la Russie. C’est la raison pour laquelle un partenariat important a été développé entre ces deux pays. La Turquie tend à alors à devenir le partenaire privilégié de l’Azerbaïdjan. Dès lors, les infrastructures d’acheminement des hydrocarbures ont été mises en place comme par exemple le gazoduc TANAP (Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline). Ces infrastructures permettent l’acheminement des hydrocarbures notamment en Europe (Forest, 2021).

Cette évolution rend compte du degré d’influence susceptible d’être exercé par la Turquie.

D’une autre manière, cette influence intègre aussi le pouvoir médiatique sur la route des Balkans.

1.2. Sur la route des Balkans

La Turquie essaye d’insuffler aux populations musulmanes des Balkans occidentaux (Albanie, Kosovo, Bosnie, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) son exemple d’islamisme a priori réussi, avec un relatif succès chez certains acteurs politiques (Benazzo, 2021).

La gloire passée ottomane est revivifiée via le soft power culturel turc. En effet, à côté du pouvoir militaire et économique, le pouvoir médiatique et culturel (soft power culturel) constitue un atout de taille pour la Turquie. Ce pouvoir exerce une influence sur les parties du monde en favorisant les intérêts du pouvoir politique. Ainsi, les stratégies impulsées par le gouvernement AKP sont mises en œuvre à l’aide du réseau public de télévision et de radio (TRT) à travers ses productions. Par exemple, les séries télévisées connaissent un vif succès

(Stevenson, 1992 ; Schiller, 1992). Depuis, l'avènement du parti AKP, le lien entre les médias turcs et le pouvoir étatique est montré sur plusieurs points : d'abord, les médias sont un moyen efficace de surveillance idéologique de la population ; ensuite et corrélativement, ils constituent un instrument de mutation politique, culturelle et sociale au service de l'Etat turc. Ainsi, l'Institut Yunus Emre est une fondation turque fondée en 2007. Faisant référence au poète et philosophe Soufi Yunus Emre (1238-1321), cette fondation ambitionne de faire connaître le patrimoine culturel turc et sa langue dans les autres pays. Elle constitue l'un des moyens d'influence en matière d'éducation. Dès lors, le soft power culturel constitue l'un des outils d'influence sur la route des Balkans.

1.3. L'Afrique du Nord, terre de promesses

On note également des influences dans un contexte d'affrontements importants en Libye, en Algérie ou encore en Tunisie.

Le chaos libyen

Depuis la chute brutale de Muhamar Kadafi, la Libye est profondément divisée. Le gouvernement siégeant à Tripoli, dirigé par Favez el Sarraj, a bénéficié d'emblée de l'aide politique et militaire (malgré l'embargo décidé par les Nations unies) d'Ankara, au détriment du pouvoir du maréchal Haftar situé à Benghazi, appuyé par les Emirats arabes unis, l'Egypte, le Royaume, et la Russie. Des supplétifs syriens ont été dépêchés par la Turquie, alors que des mercenaires du groupe Wagner épaulaient Benghazi.

En particulier, est signé un accord très contesté de délimitation des zones économiques exclusives, car au détriment de la Chypre et de la Grèce, l'enjeu étant celui d'importants gisements de gaz offshore.

Les affrontements meurtriers entre les deux camps ont duré de 2014 à 2020.

La situation n'est pas résolue. La Turquie soutient toujours le gouvernement d'unité nationale basé à Tripoli dirigé par Abdel Hamid Dbeibah contre le gouvernement de stabilité nationale désigné en février 2022 par le Parlement de l'Est et mené par Fathi Bachagha. Ainsi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a présenté au Parlement une demande de prolongation de la mission militaire turque en Libye de dix-huit mois supplémentaires, à compter du samedi 2 juillet 2022.

L'agence officielle turque *Anadolu* précise que l'objectif de cette prolongation est de « *garantir les intérêts nationaux dans les limites du droit international, et de prendre des précautions contre les menaces sur la sécurité que représentent les groupes armés illégitimes en Libye, l'immigration massive et le soutien nécessaire au gouvernement légitime* » (Agence ecofin, 16 juin 2022).

Algérie : L'entente cordiale

L'Algérie et la Turquie consolident des relations politiques et économiques étroites : les investissements directs turcs atteignent près de 4 milliards d'euros ; 1300 entreprises turques travaillent en Algérie. Les approches sont communes sur la situation libyenne ou la question

palestinienne. L'accession à la présidence algérienne d'Abdelmajid Tebboune a renforcé la dynamique entre les deux Etats. Les évocations de la lointaine régence d'Alger ne sauraient à l'évidence suffire : un partenariat stratégique incarné par un Conseil de la coopération stratégique est à l'ordre du jour (Zemouri, 2022).

Tunisie : les illusions perdues

La victoire aux élections du parti Ennahda, issu de la mouvance des Frères musulmans, de 2011 à 2014, ne pouvait que satisfaire le régime islamo conservateur (Guillemot, 2016). La communauté culturelle et politique était étroite.

Néanmoins, l'élection à la présidence de la République de Kaïs Saïed en 2021 brise cette idylle à peine ébauchée. Le nouveau président est hostile à Ennahda. En mars 2022, il dissout le parlement, ce qui lui vaut d'acertes commentaires sur le « déficit de démocratie » de la part de son homologue turc, avec en retour l'accusation d'ingérence dans les affaires nationales et de tenter de déstabiliser la région (Pena, 2022).

1.4. Syrie : le partage avec la Russie

Les relations turco-syriennes ont connu un tardif réchauffement de 2008 à 2011, portées par l'extension de la politique de voisinage aux Etats arabes (Marcou, 2012).

L'avènement du printemps arabe en 2011 va briser cet élan : Erdogan choisit de soutenir l'opposition syrienne et rompt avec Bachar el Assad. L'intervention russe à la fin de l'année 2015 l'oblige à négocier avec ce nouvel acteur majeur. Tout en traitant avec difficulté la question kurde au nord de la Syrie, Erdogan amène Vladimir Poutine à accepter que les dernières forces combattantes de la rébellion y compris les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham, soient sous tutelle turque dans la province d'Idlib, non sans tensions sporadiques. Par ailleurs des jihadistes reconvertis et d'ex-miliciens de la rébellion sont enrôlés sous la bannière turque, qui dispose ainsi de mercenaires envoyés en Lybie et en Azerbaïdjan.

Le poids économique et politique considérable causé par la présence de 3,6 millions de réfugiés syriens met à l'évidence la Syrie au premier plan des préoccupations d'Ankara, Erdogan soupçonnant cette question d'avoir causé le recul de l'AKP aux élections municipales.

Le néo-ottomanisme met ainsi en évidence différentes zones de tension comme le développement de relations entre la Turquie et les autres Etats : ce constat fait voir les différentes évolutions manifestement envisageables dans le développement économique des hydrocarbures. Toutefois, il ne s'agit pas des seules tensions connues de la Turquie : entre l'obsession sécuritaire kurde et le développement en méditerranée orientale, de nouveaux rapports se construisent.

2. De l'obsession sécuritaire kurde à l'hégémonie sur la méditerranée orientale

La question kurde, dont le nord syrien est un foyer incandescent, donne à voir sur l'évolution de la politique d'Erdogan (2.1.). De même, le développement hégémonique sur la méditerranée orientale est notable (2.2.).

2.1. La question kurde et la menace fantôme

La population kurde représente 20 % du peuplement de la Turquie, ce qui est considérable. Le pouvoir central turc redoute l'irréductibilité kurde, alors même que les sécessionnistes sont minoritaires et qu'un parti kurde est présent à la chambre des députés (le HDP). Le PKK, parti d'inspiration marxiste, disposant d'un bras armé, est l'ennemi majeur pour Ankara, et est classé comme organisation terroriste par l'Union européenne.

Les combattants des Forces démocratiques syriennes sont pour l'essentiel des kurdes du nord de la Syrie, auxquels se sont joints des milices arabes. Les milices kurdes, les YPG, unités de protection du peuple, sont l'émanation militaire du PYD ou parti de l'union démocratique, lui-même en lien étroit avec le PKK. Fer de lance de la lutte contre Daech, les YPG instaurent dans les territoires contigus à la Turquie le Rojava (Kurdistan de l'ouest) en tant qu'administration autonome dès 2013, devenue région fédérale autonome en mars 2016.

Dès lors, la crainte d'un Kurdistan aux frontières sud de la Turquie ne pouvait laisser celle-ci sans réaction. Ainsi, depuis 2016, les offensives des troupes turques et de leurs supplétifs (rebelles et jihadistes ralliés) sont lancées à intervalles irréguliers, ayant pour but de contrôler une bande de territoire longue de 480 kilomètres et large de 30 km qualifiée de « zone de sécurité » par Ankara. En juin 2022, l'objectif est toujours d'actualité, avec la prise annoncée par Erdogan des villes de Manbij et Tall Rifaat.

En effet la Turquie « *rejette toute velléité d'autonomie kurde au large de ses frontières, perçue comme une menace envers son intégrité territoriale, et craint que des bases et des camps d'entraînement militaires aux mains des Kurdes ne bénéficient à terme au PKK* » (Daou, 2022).

Par ailleurs, la Russie a donné son accord tacite, misant sur la neutralité turque dans le conflit ukrainien. Toutefois, la situation demeure ambiguë et les États-Unis risquent le conflit avec la Turquie du fait de son rôle dans l'OTAN. Dans le même temps, les raids de l'armée turque sont continus sur les monts Sinjar, situés au Kurdistan d'Irak et qui abritent des bases du PKK. Le Parti démocratique du Kurdistan, mené par le clan Barzani adversaire du PKK, au pouvoir à Erbil, est un allié précieux pour Erdogan.

De plus, ces tensions sont exacerbées sur la mer blanche.

2.2. La mer blanche : l'hégémonie sur la méditerranée orientale

Si durant des décennies la méditerranée orientale, autrement appelée mer blanche, était délaissée par les stratégies, l'arrivée de l'AKP aux affaires lui redonne toute sa profondeur stratégique de « fenêtre sur le monde » (Jabour, 2014, p. 45).

En ce début d'été 2022 la tension est à nouveau maximale entre la Grèce et la Turquie, à telle enseigne que la crainte de l'invasion d'une île voire de l'annexion du nord de Chypre est réelle. Les violations de l'espace aérien grec se sont multipliées, plus de 280 en 2020, et 3 200 depuis janvier 2022 (Perrier, 2022).

C'est le regain d'une crise qui en 2020 avait agité la mer blanche. La Turquie et la Lybie ont signé en 2019 un accord de délimitation des zones économiques exclusives empiétant sur les eaux grecques et chypriotes (Vallar, 2020).

La Turquie ambitionne de jouer un rôle clé dans la dynamique énergétique liée au gaz naturel, en particulier comme pays de transit, dont les eaux de méditerranée orientale recèlent de vastes gisements, tel Léviathan au large d'Israël. Mais elle est peu dotée de réserves d'où l'importance pour elle de relations étroites avec des Etats mieux pourvus et qui lui sont favorables.

La tension avec la France, Chypre et la Grèce a été très forte en 2020, les navires de forage turcs pénétrant dans les zones non attribuées à la Turquie. Le ton était monté entre les deux chefs d'Etat français et turc ; un incident naval grave avait été relevé.

Manifestement, le temps des affrontements est revenu. Ce temps est d'autant plus regrettable qu'il met aux prises les Etats membres de l'OTAN.

Si la montée aux extrêmes ne fait pas reculer Recep Erdogan, il sait jusqu'où ne pas aller trop loin. Allié traditionnel du Qatar, il l'a soutenu lorsqu'en 2017 les monarchies du Golfe l'ont placé en quarantaine à cause de son soutien aux Frères musulmans et de ses liens avec l'Iran. Une glaciation des relations avec le Royaume s'en est ensuivie, aggravée par l'affaire Khashoggi. Néanmoins, poussée par des impératifs économiques, Ankara a renoué avec Ryad, en donnant comme signe de bonne volonté la fermeture de media des Frères musulmans.

En froid avec l'Egypte depuis le renversement du président Morsi (Frère musulman) par Al Sissi, abritant des Frères égyptiens sur son sol, avec le soutien du Royaume, la Turquie peu à peu normalise ses rapports avec Le Caire. Mais la réconciliation est difficile, à cause de la situation libyenne et du refus turc d'extrader des Frères égyptiens.

Israël lui-même bénéficie de la nouvelle realpolitik d'Ankara, hostile à l'Etat hébreu depuis l'arraisonnement en 2010 de la flottille humanitaire turque à destination de Gaza. Services spéciaux et diplomates s'affairent au rapprochement.

Enfin, la Turquie essaie de jouer un rôle de médiateur entre l'Ukraine et la Russie, en jouant des bonnes relations entretenues avec les deux belligérants, rappelant par l'exercice de son veto sur l'adhésion de la Finlande et de la Suède que son rôle géopolitique est impossible à contourner, et tout spécialement en Orient.

Conclusion

Cette étude met en évidence les différentes relations que la Turquie entretient avec les différents Etats. Les rapprochements mais aussi les conflits, montrent une quête substantielle du développement de l'économie des hydrocarbures, de même qu'une volonté d'extension.

Ainsi, le néo-ottomanisme ou la nostalgie impériale conduit le président Erdogan à étendre ses partenariats avec l'Azerbaïdjan, ce qui permet de mettre en place de nouvelles règles d'acheminement du pétrole et du gaz. La volonté d'extension en Afrique du Nord est par ailleurs confortée par une politique médiatique stratégique : le soft power culturel turc montre à quel point le souhait hégémonique turc est prégnant. Ces constats ne sont pas sans incidence sur l'actuel conflit entre l'Ukraine et la Russie. Jouant le rôle de médiation entre les deux Etats en guerre, la Turquie montre son incontournable rôle géopolitique au sein de l'OTAN. Cela est particulièrement patent lorsqu'on s'intéresse au processus d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. L'ensemble de ces éléments détermineront d'autant le futur des organisations ou des entreprises, de même que leur développement dans le domaine des hydrocarbures et de l'énergie.

Bibliographie :

ABDELKRIM F. (2015), *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste : itinéraire au cœur de l'islam en France*, Edition Mise au point.

BENAZZO S. (2021), Géopolitique des Balkans, *le Grand continent*, 23 juin, <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/06/23/geopolitique-des-balkans/>.

BENOIST-MECHIN J. (1954), *Mustapha Kémal ou la mort d'un empire*, Albin Michel.

BILLION D. (2021), « Où va la Turquie d'Erdogan ? » *IRIS*, 28 octobre, <https://www.iris-france.org/162111-162111/>.

BILLION D. (2022), « Préoccupantes turbulences économiques en Turquie », *IRIS*, 10 janvier, <https://www.iris-france.org/163798-preoccupantes-turbulences-economiques-en-turquie/>.

DAOU M. (2022), « Dans le nord de la Syrie, les Kurdes une nouvelle fois dans le viseur d'Erdogan », *France 24*, 14 juin, <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220614-dans-le-nord-de-la-syrie-les-kurdes-se-retrouvent-une-nouvelle-fois-dans-le-viseur-d-erdogan>.

FOREST S. (2021), Turquie et Azerbaïdjan « une seule nation, deux Etats », *Dauphine-Stratégie-Défense*, 14 janvier, <https://www.dauphine-strategie-defense.com/publications/2021/1/14/turquie-et-azerbadjan-une-seule-nation-deux-tats-15>.

GUILLEMOT C. (2016), « Le parti ennahdha tunisien et le modèle de l'AKP turc », *Les clés du Moyen-Orient*, 25 mars, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-parti-Ennahdha-tunisien-et-le-modele-de-l-AKP-turc.html>.

JABOUR J. (2014), « Le retour de la Turquie en méditerranée : la « profondeur stratégique turque en méditerranée pré et post printemps arabe », *Mediterranean studies*, 89, p. 45-56.

- MARCOU J. (2012), « Les relations turco-syriennes : de l'idylle à la descente aux enfers », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 107, p. 93n n° 2012/3, p. 93-105.
- PENA J. (2022) « Conflit entre la Tunisie et la Turquie suite aux dernières remarques d'Erdogan », *Atalayar*, 6 avril, <https://atalayar.com/fr/content/conflit-entre-la-tunisie-et-la-turquie-suite-aux-dernieres-remarques-derdogan>.
- PERRIER G. (2022), « L'appétit d'Erdogan en mer Egée », *Le Point*, 30 juin, https://www.lepoint.fr/monde/l-appetit-d-erdogan-en-mer-egee-30-06-2022-2481664_24.php.
- RASO DELLA VOLTA L. (2021), *Les paradoxes du nationalisme turc*, L'Harmattan, Paris.
- SCHILLER H. (1992), *Mass Communication and American empire*, Boulder, Westview Press.
- SCHMID D. (2011), « La Turquie, alliée de toujours des Etats-Unis et nouveau challenger », *Revue géopolitique*, 21 décembre 2011, p. 1-12.
- STEVENSON R.L. (1992), « Defining International Communication as a field », *Journalism Quaterly*, n° 3, Vol. 69, p. 543-533.
- TERNISIEN X. (2010), *Les Frères Musulmans*, Edition Pluriel.
- TORANIAN, V. (2020), « Pendant le covid 19, la conquête néo-ottomane d'Erdogan continue », *Revue des deux mondes*, 22 juin, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/conquete-neo-ottomane-erdogan-continue/>.
- VALLAR C. (2020), « Les limites juridiques des accords maritimes et sécuritaires entre Al Sarraj et Erdogan », *colloque CYGPA, You tube*, 29 février, <https://cigpa.org/christian-vallar-les-limites-juridiques-des-accords-maritimes-et-securitaires-entre-al-sarraaj-et-erdogan-video/christian-vallar-les-limites-juridiques-des-accords-maritimes-et-securitaires-entre-al-sarraaj-et-erdogan-video-2/>.
- ZEMOURI A. (2022), « Algérie-Turquie : vers un partenariat hautement stratégique », *Journal El Moujahid*, 15 juin.